

REGLEMENT INTERIEUR des formations AFPA DPC

Article 1 :

Le présent règlement est établi conformément aux dispositions des articles L ;6352-3 et R.6352-15du code du travail. Il s'applique à tous les stagiaires, et ce pour la durée de la formation suivie.

Article 2 : Hygiène et sécurité

La prévention des risques d'accidents et de maladies est impérative et exige de chacun le respect total de toutes les prescriptions applicables en matière d'hygiène et de sécurité ;

Concernant le risque COVID, le Passe sanitaire (selon la réglementation en vigueur) vous sera demandé avant d'entrer dans le lieu de réunion

- QR code d'une vaccination complète
- Preuve d'un test PCR ou antigénique (TAG) négatif datant de moins de 72 heures avant la réunion (48 h pour les TAG pour les personnes venant des collectivités d'Outre -mer)
- Résultat d'un test RT-PCR ou antigénique positif datant d'au moins 11 jours et au plus de 6 mois

Merci de bien respecter les directives pour les cas contacts. (www.ameli.fr)

Merci dans tous les cas de respecter les mesures barrières, port du masque à l'intérieur, utilisation du gel hydroalcoolique mis à disposition.

Les recommandations d'aération et de ventilation des salles seront respectées.

Article 3 : Discipline :

Il est formellement interdit aux stagiaires :

- D'introduire des boissons alcoolisées dans les locaux de l'organisme
- De se présenter aux formations en état d'ébriété
- D'emporter ou modifier les supports de formation des experts
- De modifier les réglages des paramètres de l'ordinateur
- De manger dans les salles de cours
-

**Association Française de Pédiatrie Ambulatoire
pour le Développement Professionnel Continu**
siège social : 14 ter rue Paul Demange 7829 croissy sue Seine

- De perturber la formation par une attitude non civile et non respectueuse des formateurs ou autres stagiaires (intervention ou controverse agressive,

Article 4 : Sanctions

Tout agissement considéré comme fautif pourra, en fonction de sa nature et de sa gravité, faire l'objet de l'une ou l'autre des sanctions ci-après par ordre croissant d'importance :

- Avertissement écrit
- Blâme
- Exclusion définitive de la formation en cours
- Interdiction d'inscription à d'autres formations

Article 5 : entretien préalable à une sanction et procédure

Aucune sanction ne peut être infligée au stagiaire sans que celui-ci ne soit informé dans le même temps et par écrit des griefs retenus contre lui. Lorsque l'organisme de formation envisage une prise de sanction, il convoque le stagiaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise à l'intéressé contre décharge en lui indiquant l'objet de la convocation, la date, l'heure et le lieu de l'entretien (qui pourra se faire par visioconférence) sauf si la sanction envisagée n'a pas d'incidence sur la présence du stagiaire pour la suite de la formation.

L'entretien sera mené par le responsable de l'organisme de formation et une personne responsable de la formation concernée (expert ou animateur ou organisateur) ainsi qu'un stagiaire de la formation concernée élu délégué en début de formation. (Ou son suppléant également élu en début de formation)

Au cours de l'entretien le stagiaire a la possibilité de se faire assister par une personne de son choix, stagiaires ou salarié de l'organisme de formation. La convocation mentionnée à l'article précédent fait état de cette faculté. Lors de l'entretien, le motif de la sanction envisagée est indiqué au stagiaire : celui-ci a alors la possibilité de donner toute explication ou justification des faits qui lui sont reprochés.

Lorsqu'une mesure conservatoire d'exclusion temporaire à effet immédiat est considérée comme indispensable par l'organisme de formation, aucune sanction définitive relative à l'agissement fautif à l'origine de cette exclusion ne peut être prise sans que le stagiaire n'ait été au préalable informé des griefs retenus contre lui et, éventuellement, qu'il ait été convoqué à un entretien et ait eu la possibilité de s'expliquer devant une commission de discipline.

La sanction ne peut intervenir moins d'un jour franc ni plus de 15 jours après l'entretien où le cas échéant, après avis de la commission de discipline.

Association française de Pédiatrie Ambulatoire pour le Développement Professionnel Continu

Statut 1 100 : association loi 1901- TVA :FR 82401255914-SIRET : 82389991900026- Code NAF : 9499Z

Agrément FMC :11 78 832 15 78-N) N° Enregistrement ANDPC 5192

**Association Française de Pédiatrie Ambulatoire
pour le Développement Professionnel Continu**
siège social : 14 ter rue Paul Demange 7829 croissy sue Seine

Elle fait l'objet d'une notification écrite et motivée au stagiaire sous forme de lettre recommandée, ou d'une lettre remise contre décharge. L'organisme de formation informe concomitamment l'employeur, et éventuellement l'organisme paritaire prenant en charge les frais de formation, de la sanction prise.

L'organisme de formation organise le scrutin qui a lieu pendant les heures de formation. En cas d'impossibilité de désigner les représentants des stagiaires, l'organisme de formation dresse un PV de carence qu'il transmet au préfet territorialement compétent.

Les délégués sont élus pour la durée de la formation. Leurs fonctions prennent fin lorsqu'ils cessent, pour quelque raison que ce soit de participer à la formation.

Si le délégué titulaire et le délégué suppléant ont cessé leurs fonctions avant la fin de la session de formation, il est procédé à une nouvelle élection dans les conditions prévues aux articles R.62352-9 à R.6352-12.

Ces représentants des stagiaires font toute suggestion pour améliorer le déroulement des stages et les conditions de vie des stagiaires dans l'organisme de formation. Ils présentent toutes les réclamations individuelles ou collectives relatives à ces matières, aux conditions d'hygiène et de sécurité et à l'application du règlement intérieur.

Article 6 :

Un exemplaire du présent règlement est tenu à disposition de chaque stagiaire (avant toute inscription définitive) ou remis au stagiaire (avant toute inscription définitive) dans le cadre d'un contrat de formation professionnelle

Le 21/10/2021
Dr Sylvie Hubinois
Présidente de l'AFPA DPC

